

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1920

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PAR

Paul J.-H. SALMON

L'AVORTEMENT CRIMINEL

ET

SA RÉPRESSION

Président : M. BALTHAZARD, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, rue Racine, 15

1920

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

LE DOYEN : M. ROGER
ASSESEUR : G. POUCHET
PROFESSEURS

	MM.
Anatomie.	NICOLAS
Anatomie médico-chirurgicale	CUNEO
Physiologie.	CH. RICHERT
Physique médicale	ANDRÉ BROCA
Chimie organique et Chimie générale	DESGREZ
Bactériologie	BEZANÇON
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	BRUMPT
Pathologie et Thérapeutique générales.	MARCEL LABBÉ
Pathologie médicale	N.
Pathologie chirurgicale.	N.
Anatomie pathologique.	LETULLE
Histologie.	PRENANT
Opérations et appareils.	DUVAL
Pharmacologie et matière médicale	PIERRE POUCHET
Thérapeutique	CARNOT
Hygiène	BERNARD
Médecine légale.	BALTHAZARD
Histoire de la médecine et de la chirurgie	MENETRIER
Pathologie expérimentale et comparée.	ROGER
Clinique médicale.	ACHARD
	WIDAL
	GILBERT
	CHAUFFARD
	MARFAN
	N.
Hygiène et clinique de la 1 ^{re} enfance	DUPRÉ
Clinique des maladies des enfants.	JEANSELME
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	PIERRE MARIE
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	TEISSIER
Clinique des maladies du système nerveux.	DELBET
Clinique des maladies contagieuses	GOSSET
Clinique chirurgicale	LEJARS
	HARTMANN
Clinique ophtalmologique	DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.	LEGUEU
Clinique d'accouchements	BAR
	COUVELAIRE
	BRINDEAU
Clinique gynécologique.	J.-L. FAURE
Clinique chirurgicale infantile	AUGUSTE BROCA
Clinique thérapeutique.	VAQUEZ
Clinique d'Oto-rhino-laryngologie.	SEBILEAU

AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.			
ABRAMI	DUVOIR	LARDENNOIS	RATHERY
ALGLAVE	FISSINGER	LELORIER	RETTERER
BASSET	GARNIER	LEMIERRE	RIBIERRE
BAUDOUIN	GOUGEROT	LEQUEUX	RICHAUD
BLANCHETIERE	GREGOIRE	LEREBOULLET	ROUSSY
BRANCA	GUENIOT	LERI	ROUVIERE
CAMUS	GUILLAIN	LEVY-SOLAL	SCHWARTZ(A.)
CHAMPY	GUILLEMINOT	MATHIEU	TANON
CHEVASSU	HEITZ-BOYER	METZGER	TERRIEN
CHIRAY	JOYEUX	MOCQUOT	TIFFENEAU
CLERC	LABBE HENRI	MULON	VILLARET
DEBRE	LAIGNEL-LAVASTINE	OKINCZYC	
DESMAREST	LANGLOIS	PHILIBERT	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

MEIS ET AMICIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR BALTHAZARD

Professeur de Médecine légale à la Faculté
de Médecine de Paris
Membre de l'Académie de Médecine

A MES MAÎTRES

L'AVORTEMENT CRIMINEL

ET SA RÉPRESSION

INTRODUCTION

Une proposition de loi votée, par la Chambre des Députés dans sa séance du 23 juillet 1920, introduit une réforme profonde dans les méthodes de répression de la propagande anticonceptionnelle.

Elle n'est d'ailleurs qu'une loi introductive d'un projet plus vaste, qui, déjà voté par le Sénat, viendra en discussion devant la Chambre dans une de ses prochaines sessions.

Dans l'exposé des motifs de la proposition de loi précitée le rapporteur, M. Edouard Ignace, conclut par les termes suivants, qui méritent d'attirer l'attention du corps médical et que nous nous devons de reproduire ici :

« Depuis quelques mois, dans certaines régions notamment, la propagande néo-malthusienne ou anticonceptionnelle redouble d'activité. Elle constitue un grave danger national et nécessite une répression énergique et immédiate.

« Au lendemain d'une guerre où près de 1.500.000 Français ont sacrifié leur vie pour que la France ait

le droit de vivre dans l'indépendance et l'honneur, il ne saurait être toléré que d'autres Français aient le droit de tirer d'importants revenus de la multiplication des avortements et de la propagande malthusienne. »

Ce cri d'alarme ne vient en somme que corroborer les déclarations de M. René Laffarge, député, dans son rapport distribué à la séance du 29 mars 1920 où il disait notamment :

« Messieurs, s'il est un péril national contre lequel doivent se dresser toutes les forces de résistance du pays, c'est bien celui de la dépopulation. Lentement, insidieusement, la population française diminue et c'est ce qui a pu faire dire à un grand ami de la France : Cette belle nation se suicide. »

En cette matière, l'examen seul des chiffres est plus instructif que tous les commentaires, le nombre des naissances qui était en France, en 1876, de 1.011.362 est descendu suivant une échelle progressive, pour tomber en 1913 à 745.509.

Pendant une période de dix ans, de 1896 à 1906, on a pu établir une comparaison entre l'augmentation de la population des grands pays d'Europe.

Le taux annuel de l'augmentation pour 100 habitants a été le suivant :

En Allemagne.....	18,2	o/o	d'augmentation
En Autriche-Hongrie....	13,2	o/o	—
En Angleterre	11,8	o/o	—
En Italie.....	10,8	o/o	—
En France seulement....	1,5	o/o	—

Si nous jetons les yeux sur les statistiques les plus récentes, relatives aux années 1915, 1916 et 1917, établies pour 77 départements seulement, qui ne portent pas sur les 11 départements envahis et ne tiennent pas compte des pertes causées par la guerre, officiellement fixées à 1.400.000 hommes, nous lisons ceci :

Années	Naissances	Décès
1914.....	594.222	647.549
1915.....	387.806	655.146
1916.....	315.087	607.742
1917.....	343.310	613.648

La population civile a donc diminué de 883.160 individus durant ces quatre années.

Comparée aux pays voisins ou rivaux notre natalité est d'une extrême faiblesse. C'est ainsi qu'en 1907 le chiffre des naissances par 1.000 habitants a été :

En Allemagne de	32,2
Autriche.....	33,9
Angleterre	26
France	20,2

Devant ces chiffres justement éloquentes, une inquiétude vient à l'esprit et on comprend la nécessité impérieuse de lutter contre ce mal qui menace les forces vitales et l'existence même de la nation.

Si les mesures les plus énergiques et les plus promptes ne sont pas prises pour enrayer ce mouvement inquiétant de dépopulation, ou, pour parler plus véridiquement, de dénatalité, notre pays, qui

voisine avec des nations grandissantes et surpeuplées, deviendrait un véritable centre de dépression, destiné fatalement à attirer l'invasion pacifique ou belliqueuse des races voisines plus prolifiques et à l'étroit sur leur sol.

Cette crise a des causes multiples : économiques, sociales, morales ou autres dont l'étude et le développement ne sauraient prendre place dans le cadre de ce rapport. Nous voulons nous attacher uniquement à une de ces causes, criminelle celle-là, dont l'objet direct est de provoquer l'arrêt volontaire de la natalité, et surtout d'anéantir des êtres humains, déjà conquis et dont la Société a le devoir impérieux de protéger l'existence.

De nos jours la pratique de l'avortement a pris des proportions inquiétantes, elle est devenue comme l'on a dit, « une véritable épidémie physique et sociale ». Le mal était déjà signalé, il y a plus d'un siècle, mais aujourd'hui il a pris les proportions d'une calamité ; les progrès de la science et de l'antisepsie ont réduit les dangers pour la mère, et la propagande éhontée et tolérée du néo-malthusianisme a fait taire bien des scrupules.

On rougissait autrefois d'un avortement, on ne s'en cache aujourd'hui que pour échapper aux rigueurs ou tout au moins aux ennuis de la justice. Il est difficile de donner le nombre total exact des avortements en France ; mais les médecins, à même par leur spécialité, d'apprécier l'importance du fléau, sont unanimes à en proclamer la diffusion.

On a évalué le nombre des avortements à Paris à 10.000 par mois, alors que le nombre des naissances est de 8 à 9.000 seulement, et il semble bien que depuis que ces chiffres ont été prononcés, le nombre en est allé croissant.

Le professeur Lacassagne, qui jouit d'une si légitime autorité, a estimé le nombre des avortements à 500.000 par an. On est allé jusqu'à affirmer que le nombre des avortements était presque égal à celui des naissances.

M. Bar a essayé d'établir, d'une façon aussi exacte que possible, la progression des avortements et leur fréquence par rapport aux grossesses. Il a fait porter ses observations sur la Maternité de Paris et la clinique Tarnier. Dans ces deux établissements, toutes les observations des femmes ont été conservées depuis l'origine et, comme la clinique Tarnier fonctionne depuis 1834, les renseignements ainsi recueillis permettent d'aboutir à des conclusions positives.

M. Bar a relevé le nombre des grossesses à terme, et des avortements notés dans les interrogatoires, puis il a établi le pourcentage des avortements à celui des grossesses ayant donné lieu à la naissance d'un enfant vivant et viable.

Les chiffres obtenus sont les suivants :

La proportion des avortements par rapport aux grossesses a été :

	o/o
En 1834.....	2,7
1854.....	3,8
1874.....	3,6
1894.....	4,2
1898.....	6,5
1904.....	11,7
1914.....	16,5
1917.....	12,6

Il est curieux de constater que c'est vers l'année 1904 que la proportion des avortements a subi une progression considérable.

Or c'est précisément vers cette époque que la propagande néo-malthusienne s'est organisée et développée. Ces chiffres démontrent la grandeur du mal, en même temps que la nécessité et l'urgence d'y porter remède ».

Il apparaît donc que la question, si controversée en médecine et en droit de l'avortement criminel, de la propagande néo-malthusienne qui l'accompagne ou qui le provoque, et de leur répression, réapparaît au premier plan de l'actualité.

Il nous a paru opportun d'étudier, avec l'assentiment de M. le professeur Balthazard :

Les causes de l'avortement criminel ;

Les moyens qu'il emploie ;

Les conséquences qui en découlent, tant pour l'individu que pour la Société, et enfin :

Les remèdes tant sociaux que répressifs que l'on peut appliquer à ce qui apparaît aujourd'hui comme l'un des plus grands dangers d'après-guerre.

CHAPITRE PREMIER

Causes diverses de l'avortement criminel

Ces causes peuvent se diviser en trois catégories : les causes individuelles, les causes pathologiques et les causes sociales.

CAUSES INDIVIDUELLES

Parmi les causes individuelles il convient de citer en premier lieu la peur d'avoir une descendance trop nombreuse. En effet, surtout dans les classes moyennes, qui ont le désir de donner à leurs enfants une instruction développée, on n'hésite pas à limiter, de gré ou de force, sa progéniture.

Car, si au sortir de l'école primaire gratuite l'enfant de l'ouvrier, par suite de son entrée à l'atelier, participe de bonne heure aux frais de la famille, l'enfant des classes moyennes ou de la bourgeoisie ne gagnera qu'à une époque extrêmement reculée, après de nombreux sacrifices supportés par les siens.

Nous citerons, à cette occasion, des chiffres donnés au cours d'une conférence néo-malthusienne par

M. Doléris et reproduits dans le *Bulletin de la Société Française de Prophylaxie sanitaire et morale.*

Tableau comparatif de l'année 1901

11 ^e arrond. (Courtille) (ouvriers)		16 ^e arrond. (Auteuil) (bourgeois)	
Population.....	233.197	117.887	
Naissances	6.046	1.896	
Morts-nés.....	5.636	1.795	
Viables.....	413	101	

Soit 517 pour 5.000 femmés, 321 pour 5.000 femmes.

Conclusion. — Les bourgeois qui engagent le peuple à avoir beaucoup d'enfants n'en ont eux-mêmes que fort peu ; M. le Sénateur Piot n'en a que 2.

Un autre motif à la limitation de la procréation dans les classes moyennes se rencontre dans la constitution de la dot, qui n'est pas seulement réservée aux filles, mais aussi aux fils pour leur établissement.

Chez le propriétaire terrien, cet argument est encore de plus grande valeur, vu la nécessité d'éviter le morcellement des terres, qui est un obstacle à l'intégrité de l'héritage ancestral.

Nous venons d'étudier dans les causes individuelles les intérêts matériels, mais à côté de ceux-ci n'y en a-t-il pas d'autres aussi déterminants, les intérêts moraux ?

En premier lieu, nous citerons le respect humain : respect humain de la femme mondaine qui craint le masque de la grossesse et la gêne occasionnée par

l'enfant qu'elle porte : autant d'obstacles opposés au cours normal de l'existence qu'elle a l'habitude de mener.

Respect humain de la mère, plus compréhensible : elle craint, en effet, devant des enfants de 18 à 20 ans, de rougir de sa grossesse. Il nous a été donné, au cours d'un remplacement que nous avons effectué récemment dans la Brie, de constater le cas d'une mère de famille âgée d'une quarantaine d'années, présentant une infection utéro annexielle de cause indéterminée et à propos de laquelle le médecin du lieu nous fit part de ses soupçons de manœuvres abortives ; ajoutant qu'il était très fréquent chez des femmes de cet âge, mères de famille et enceintes, de rencontrer de pareilles manœuvres qui, par suite de leur exécution sans précautions hygiéniques, provoquaient de tels accidents.

CAUSES PATHOLOGIQUES

A côté de ces causes individuelles l'avortement criminel peut être suscité par des causes pathologiques.

L'avortement est recherché ici par la femme dans un but de soulagement tantôt physique, tantôt moral.

Il s'agit le plus souvent de grossesses précédentes ayant occasionné un accouchement laborieux par suite d'enfant volumineux et de bassin mal consti-

tué, ou ayant donné le jour à des enfants malingres par suite d'hérédité tuberculeuse ou syphilitique.

Le médecin, ici, a un rôle important à jouer, il doit s'efforcer d'obtenir de ses clientes qu'elles viennent le consulter au début de leur grossesse et dans certains cas qu'elles lui demandent préalablement son avis sur l'opportunité d'une grossesse.

CAUSES SOCIALES

Au premier rang des causes sociales en relations avec l'avortement, certains bons esprits ont voulu faire intervenir l'esprit religieux.

Les uns trouvant dans sa diminution un concours favorable, les autres le dénonçant au contraire comme une cause de propagande anticonceptionnelle.

Les premiers font remarquer que les différents dogmes concourent, en France, à condamner l'avortement, les seconds, parmi lesquels nous citerons M. André Berthon, député, reprochent à certains emblèmes religieux et au célibat des prêtres d'avoir un esprit de propagande anticonceptionnelle.

Notre rôle n'est pas ici de solutionner ce débat.

Ne pourrions-nous pas, cependant, reprocher à l'esprit religieux ce mépris dont est entourée de nos jours la fille-mère et qui pousse cette catégorie de femmes à rechercher dans l'avortement criminel une libération plus morale que physique.

Pour la prostituée, l'avortement est souvent la

solution qu'elle choisit, pour obvier à l'inconvénient que présente pour elle une grossesse, en tant que perte momentanée de son gagne-pain. Ce dernier argument peut aussi être invoqué pour les professionnels de la scène ou de l'écran.

Il nous reste à étudier la cause délicate des grossesses par viol, que ce viol soit consommé en temps de paix ou découle du fait de la guerre.

Cette question a été toute d'actualité au cours de ces cinq dernières années et deux opinions opposées se sont fait jour.

D'après l'une, l'avortement, en pareil cas, est en fait, sinon en droit, excusable. Et le jury, en principe, acquitte toujours.

Pour d'autres, la femme doit puiser dans l'amour maternel la résignation nécessaire pour supporter et élever l'enfant qui a été imposé.

Nous avons dit plus haut que nous ne pouvions séparer la propagande anticonceptionnelle de l'avortement criminel, malgré toute l'opposition qui puisse, à première vue, les dresser l'une contre l'autre.

M. Doléris, que nous tenons à citer, l'a bien fait sentir dans ses statistiques sur l'avortement :

« Il y a surtout, dit-il, une croisade toute moderne en faveur des idées malthusiennes, qui se décorent du titre de néo-malthusianisme, tendant à limiter ou à supprimer la conception.

« Les apôtres de ces idées semblent, en apparence, prêcher contre l'avortement criminel et s'en tenir,

pour le remplacer avantageusement, aux pratiques anti conceptionnelles.

« Pour le public, toujours simpliste des classes ouvrières, la distinction entre la suppression de la conception et la suppression d'une gestation qui commence, n'est pas tellement grande, au point de vue moral ; et on conçoit que, dans les réflexions de cerveaux peu cultivés, ces deux actes aient précisé-ment la valeur de simples nuances. Supprimer par avance l'être qui pourrait être conçu, supprimer l'embryon qui vient de l'être, doivent sembler tout un, ce peu s'en faut, à des gens pour lesquels le mobile est tout.

« Or, les mobiles sont ici trop nettement sentis et acceptés, et trop de gens s'évertuent à en répandre la notion dans les masses, pour que nous puissions les méconnaître en fait, sinon en droit ! »

CHAPITRE II

Moyens employés pour provoquer l'avortement

Une femme enceinte peut avorter par elle-même ou avec l'aide d'autrui.

Si elle avorte par elle-même, cela suppose de sa part la connaissance des moyens à employer, connaissance rendue facile à notre époque par la vulgarisation scientifique et la possession des instruments ou des produits que l'on peut acheter dans n'importe quelle pharmacie ou herboristerie.

A ce propos signalons le danger de la commercialisation de la pharmacie, qui tend à s'assimiler dans les grandes villes à un commerce laissé à la gestion de gérants non qualifiés ; en ce qui concerne les herboristeries nous sommes partisans de leur suppression.

La technique de l'avortement provoqué ne rentrant pas dans le cadre de notre étude, nous n'insisterons pas ici sur les différents moyens employés pour provoquer l'avortement, consistant en manœuvres externes, qui vont du traumatisme utérin jusqu'à la ponction de l'œuf, la dilatation du col, le décollement des membranes par l'application d'une

sonde ou l'injection intra-utérine et en manœuvres internes, par ingestion médicamenteuse à dose toxique.

Nous relèverons cependant parmi ces procédés l'emploi fréquent de la canule anglaise, dont le seul rôle avouable est de permettre à la femme de se donner elle même une injection intra-utérine abortive. Sa mise en vente est d'ailleurs maintenant prohibée à la suite de la Loi votée par la Chambre le 23 juillet 1920.

La majeure partie des avortements ont lieu, grâce à la complicité d'un aide qui se différencie, selon qu'il s'agit des personnes pratiquant l'art obstétrical, médecin ou sage-femme, ou de personnes étrangères à la médecine. Parmi celles-ci nous rencontrons toujours le mari, l'amant, la voisine, l'amie ou même la mère. Le docteur Georges Bertillon, dit dans son rapport au Congrès des Patriciens du 17 avril 1910 : « Une vieille matelassière a avoué à Mme Leroy-Allais qu'elle « débarrassait » ses trois filles mariées, déjà mères de plusieurs enfants ».

Les avortements provoqués par des étrangers à l'art médical, effectués souvent maladroitement, sans précautions antiseptiques, occasionnément souvent des lésions des parties génitales ou déterminent presque sûrement un état infectieux, qui mettront la vie de la malade en très grave danger. Par contre, les avortements dus à l'intervention d'une personne appartenant à l'art médical et pratiqués scientifiquement, diminuent, dans une propor-

tion très grande, les risques de blessures, traumatismes ou infections.

Un deuxième point, que nous avons à étudier ici, est la façon dont la femme peut arriver à forcer un individu à l'avorter.

Une des plus simples est la large rétribution, une autre moins courante consiste à essayer d'apitoyer le médecin ou la sage-femme, en allant jusqu'à émettre des idées de suicide. D'autre part notons que la femme peut chercher à abuser celui dont elle veut faire son complice, en se rendant par exemple dans une consultation gynécologique chargée, elle acusera les symptômes d'une maladie susceptible de faire employer, par le médecin pressé, sans examen approfondi, certains instruments de diagnostic qui pourront déterminer, peu de temps après, la fausse couche désirée. De même le professionnel ou la professionnelle de l'avortement pourra abuser, à son profit, d'une femme se croyant à tort enceinte et se livrer ainsi à une escroquerie.

CHAPITRE III

Conséquences

L'avortement a des conséquences qu'il faut examiner au double point de vue individuel et social.

Le seul individu auquel nous ayons à nous intéresser ici est la femme. S'il y a un avorteur, ce dernier ne peut être atteint que par la justice.

Chez la femme le cas n'est pas le même et il peut exister chez elle des suites pathologiques à sa fausse couche. Disons tout de suite qu'elles sont de moins en moins nombreuses, à cause des perfectionnements apportés à la technique, quoique l'avortement provoqué reste par lui-même un phénomène extra-physiologique susceptible d'amener, malgré toutes les précautions prises, des suites graves chez celles qui en ont été les victimes.

Pour la Société, l'avortement a une conséquence capitale : la dépopulation.

Nous ne reviendrons pas ici sur les chiffres tout récents, que nous avons cités en reproduisant plus haut une partie du rapport de M. René Laffarge, député.

Ce qui nous importe, c'est de relever ici l'import-

tance de la dépopulation au point de vue économique.

Il est certain que, malgré l'intensification du machinisme, le problème de la main-d'œuvre est un des plus importants qui se posent en ce moment.

Seule la main-d'œuvre nombreuse, secondée par un matériel perfectionné, permet d'intensifier la production, ce qui est, à l'heure actuelle, un des principaux facteurs de la lutte contre l'augmentation croissante du coût de la vie.

Notons pour terminer, que la dépopulation constitue pour la France un danger d'envahissement par une immigration d'éléments ethniques différant de l'élément national et qu'il est bon que la France reste aux Français !

CHAPITRE IV

Remèdes

Une première question se pose : doit-on remédier à l'avortement ?

Sur ce point les partis ont pris depuis longtemps position, et les uns vous diront, embrassant la thèse individualiste : non ; tandis que les autres, se ralliant à la thèse étatiste, soutiendront au contraire que la répression s'impose.

Thèse individualiste. — C'est la thèse du droit à l'avortement, dont le principal argument est de soutenir que la femme enceinte a le droit de disposer, comme elle l'entend, de l'embryon qu'elle porte, et qu'elle peut en exiger la disparition identiquement à un polype, qu'elle a la faculté ou d'extirper ou de garder.

Cette thèse rencontre des défenseurs dans le corps médical. Le Dr Klotz-Forest réclame énergiquement ce droit dans son livre *L'avortement, est-ce un crime ?* « S'il (l'Etat), dit-il, a la prétention de définir la morale sexuelle et de défendre et punir certains actes intimes, il se met en contradiction avec le droit incontestable de disposer librement de sa personne. »

Cette thèse est défendue également par le Dr Duval, dans *le Droit à l'avortement*, par le Dr Jean Darri-carère, dans ses volumes : *les Deux consciences, Magistrat et médecin, le Droit à l'avortement*, et en Allemagne, par le Dr Jungman dans *le Crime de l'avortement*, et le professeur Dr Sarcy de Tubingen, dans un article de la *Deutsche med. Wochenschrift*.

L'assimilation du fœtus à un kyste a été combattue par le professeur Prenant dans son ouvrage *Questions de sociologie médicale* où il dit notamment :

« Admettons que le mot germe puisse avoir, dans la bouche d'un médecin sociologue, la signification d'un infiniment petit, qui peut être très méchant, et que le spermatozoïde (qui n'est qu'une partie de nous-mêmes, une cellule détachée de notre corps tout comme une cellule desquamée de notre peau) et le bacille de Koch (qui est un individu) puissent être réunis sous le vocable commun de germes, il reste, pour les juger, ces germes, à voir ce qu'ils engendrent. Le bacille de Koch engendre la tuberculose ; c'est connu. Mais le spermatozoïde n'engendre pas la misère ; il engendre un homme.

Admettons en second lieu que l'embryon, qui se développe dans le sein de la mère, soit un néoplasme, une tumeur envahissante, que ce terme puisse s'appliquer à la fois, pour des raisons anatomiques, à un cancer et à l'embryon greffé par la mère sur son placenta. Il reste cependant entre les deux cette différence physiologique importante : le cancer n'a

pas d'avenir et meurt avec celui qui le porte ; l'embryon peut survivre à celle qui le porte.

« Seul, il est un individu, une potentialité. »

A ces arguments de fait, le Code civil d'autre part, dans ses articles 725 et 906, nous apporte des arguments de droit :

Art. 725. — « Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession.

« Ainsi, sont incapables de succéder :

« 1° Celui qui n'est pas conçu... »

Art. 906. — « Pour être capable de recevoir, entre vifs, il suffit d'être conçu au moment de la donation.

« Pour être capable de recevoir, par testament, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur... »

Le Code ne fait ainsi que consacrer l'ancienne règle romaine : « Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ipsius partus agitur ».

On peut donc comparer, en droit, l'embryon à un individu et assimiler l'avortement à un assassinat prémédité.

Thèse étatiste. — Nous ne nous appesantirons pas sur les mobiles de la thèse étatiste, qui tire, des conséquences sociales de l'avortement, la nécessité de le réprimer.

Mais ici encore, nous devons distinguer, et nous pourrions dire, contrairement au sens du mot « répression », que réprimer ne veut pas toujours dire

punir. En effet, nous devons viser plutôt à chercher les moyens de supprimer l'avortement, en pratiquant sur lui une thérapeutique causale, de préférence à une thérapeutique symptomatique, thérapeutique répressive, qui n'interviendra que lorsque le crime aura été consommé, et par ce fait même, trop tard.

Un vieux proverbe ne dit-il pas : « Mieux vaut prévenir que guérir ? » Et n'est-ce pas ici le cas, tout en étudiant les moyens de répression proprement dits, de rechercher par les remèdes sociaux, à combattre le mal dans sa source même ?

Nous étudierons donc séparément, d'une part la répression pénale, telle que les lois actuelles l'envisagent et telle que les nouvelles lois la conçoivent ; et d'autre part, le grand effort social à faire, pour sauvegarder avec les intérêts de l'enfant à naître, ceux non moins négligeables de la mère, vis-à-vis de laquelle la société assume, par ce fait même, une dette imprescriptible.

RÉPRESSION PÉNALE

La loi actuelle base la répression sur l'avortement consommé, et demande au médecin-légiste de fournir aux magistrats, dans ses rapports, les éléments constitutifs de la preuve.

L'article 317 du Code pénal dit : « Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura provoqué l'avortement d'une

femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de réclusion. La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu. »

De ce texte il résulte que le crime d'avortement est constitué par quatre éléments :

1° Il faut d'abord qu'il y ait réellement grossesse ;

2° Il faut ensuite un fait d'avortement ;

3° Des moyens artificiels sont indispensables à la constitution du crime ;

4° Il faut, enfin, que l'on rencontre chez l'agent qui a provoqué l'avortement une intention criminelle.

Il appartiendra au médecin-légiste d'établir les trois premiers éléments, et parmi ceux-ci il est à retenir que l'emploi de moyens artificiels est l'élément matériel caractéristique du fait que la loi incrimine.

Le quatrième élément, l'intention criminelle, est de l'appréciation du magistrat, et pose la question de savoir si un médecin qui fait avorter une femme, parce que la vie de celle-ci est en danger, doit être passible des peines portées par l'article 317.

Sur ce point délicat, M. Nast s'exprime ainsi :

« Celui-ci (art. 317) est muet sur ce point, mais les auteurs et la jurisprudence sont formellement favorables aux docteurs dans ce cas. Pourquoi ? Pour justifier cette solution, on dit souvent : parce qu'on n'est plus en présence d'une intention criminelle. C'est une erreur juridique. Cette intention existe puisque l'intention criminelle est la conscience d'un acte réprimé par la loi. On confond, en réalité, le mobile avec l'intention. Or, il est impossible de fonder la solution unanimement admise par le mobile qui dicte au praticien ces manœuvres abortives, car, juridiquement, le mobile d'un individu ne peut être une cause d'excuse mais non pas une justification. »

Action du médecin-légiste. — Nous avons dit, plus haut, que la preuve des moyens artificiels employés pour provoquer l'avortement est l'élément caractéristique du fait que la loi incrimine. Il appartiendra donc au médecin-légiste de rechercher si l'avortement n'a pas eu des causes naturelles et involontaires ; si, par exemple, il n'y a pas eu, au cours de la grossesse, de chutes, de voyages, de grandes secousses, d'absorption de médicaments pris au cours d'une maladie intercurrente, ou si l'inculpée ne présente pas des lésions utérines antérieures à la grossesse, qui en auraient amené l'interruption.

Le médecin-légiste recherchera donc, sur la femme, tous les stigmates de l'emploi de moyens artificiels, dont nous avons cité plus haut la liste.

Faisons remarquer que dans l'immense majorité des cas, la tâche du médecin-légiste sera rendue plus

difficile, pour ne pas dire impossible, par ce fait que les manœuvres abortives ayant été pratiquées par des mains expertes, il sera très délicat de constater des traces de lésions ou de blessures de l'utérus ou des voies génitales externes.

Le médecin-légiste devra constater le deuxième élément, c'est-à-dire le fait de l'avortement, que les criminalistes s'accordent à reconnaître dans l'expulsion prématurée et volontairement provoquée du produit de la conception. Ici encore la preuve sera difficile à établir dans bien des cas, l'inculpé ayant fait disparaître le plus souvent à temps le corps du délit, c'est-à-dire l'embryon.

L'article 317 vise, dans son dernier paragraphe, le cas où des manœuvres auraient été tentées sur une femme enceinte qui, par le fait de la loi, est hors de cause, et punit les auteurs des manœuvres, dans le cas de suites pathologiques, d'un emprisonnement d'un mois à 5 ans et d'une amende de 16 à 500 francs.

Le nouveau projet de loi, actuellement en discussion devant la Chambre des Députés, tend à modifier, dans leur ensemble, les dispositions précitées du Code pénal.

Les moyens prévus par ce projet, pour lutter contre l'avortement, peuvent se résumer ainsi :

1^o Réglementation et surveillance des maisons d'accouchement.

Contrairement au régime actuel, ces établissements ne pourront être ouverts ou tenus qu'en vertu d'une autorisation préfectorale. Ils seront en outre soumis

à la surveillance administrative. Il ne serait donc guère possible, à l'avenir, de tenir de ces cliniques ou maisons interlopes, dans lesquelles, sous prétexte d'accouchement, on pratique l'avortement presque sans le dissimuler.

2° Correctionnalisation de l'avortement.

Nous citerons à ce propos quelques-unes des observations éerites sur la question par M. René Laffarge dans son excellent rapport que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner : « Cette réforme importante est considérée, à l'heure actuelle, par toutes les compétences, comme un des moyens les plus sûrs de réprimer rapidement et effectivement ce fléau social qu'est l'avortement. En effet, comme l'a dit M. Berthélemy : « Le jury est largement accessible à la pitié quand les avocats savent l'émouvoir, ce qui est toujours facile en pareille matière, il ne s'indigne guère des crimes sociaux dont il ne redoute pas individuellement les atteintes. »

« Il faut dire aussi que les peines actuelles, réclusion ou travaux forcés, sont parfois excessives surtout pour l'avortée. Effrayés par l'énormité de ces peines, les jurés préfèrent souvent aller jusqu'à l'acquittement.

« Dans la célèbre affaire Thomas qui vint, en 1891, aux assises de la Seine, 49 femmes ne furent-elles pas renvoyées idemnes ? Dorénavant les peines de l'avortement seront pour l'avorteur de 1 à 5 ans d'emprisonnement et de 500 à 10.000 francs d'amende, et

pour l'avortée de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement et de 100 à 2.000 francs d'amende. »

Contre la correctionnalisation, M. le professeur Pinard a pris nettement parti, et voici ce qu'il a dit au cours de la séance du 23 juillet 1920 de la Chambre des Députés : « Vous déférez l'avortement à la police correctionnelle. Allons donc ! c'est un crime, qui doit être jugé par la plus haute juridiction. Je n'admets pas qu'on assimile l'avortement à un délit qui est constaté par le garde-champêtre. »

Nous nous rangeons entièrement à l'avis de M. le professeur Pinard, d'autant plus que nous croyons qu'il existe des cas où le pardon n'est pas déplacé. La juridiction correctionnelle ne peut absoudre ; nous y aurions peut-être souscrit si nous avions vu introduire, dans l'arsenal des lois, la si belle proposition émanant de l'homme de grand cœur qu'est M. le sénateur Chéron.

3° Excuse absolutoire en faveur de l'avortée qui dénonce ses complices.

Ce n'est pas là une chose nouvelle dans notre droit pénal. L'excuse absolutoire existe déjà en matière de fabrication de fausse-monnaie, de contrefaçon de sceaux de l'Etat et des crimes contre la sûreté de l'Etat.

« Toutes les fois, ainsi que l'a dit M. Berthélemy, que la connaissance d'un crime présente un haut intérêt social, on provoque sa révélation, en récompensant ou en immunisant celui des complices ou co-auteurs, qui dénonce les autres. »

Et suivant le mot de M. Leredu : « Le salut de la race mérite un effort identique à celui, qui a été fait, pour la sauvegarde du fisc, la dépense du patrio-
moine, la protection de la frontière, le maintien du régime. »

Malgré ces judicieuses remarques, nous ne voyons pas bien dans quel but, la femme qui a avorté dénoncerait son avorteur. Il n'y a guère qu'un cas où elle ferait de tels aveux, celui où l'avortement aurait entraîné chez elle des conséquences pathologiques.

Que l'on ne conclue pas de là que nous nous opposons à cette innovation, nous en contestons simplement l'efficacité.

4° Répression de tous les moyens de provocation à l'avortement, notamment par la publicité et la propagande anti-conceptionnelle.

Nous avons vu plus haut que la Chambre des Députés avait disjoint cet article pour en faire un projet de loi distinct qui a été voté le 23 juillet 1920 et qui est ainsi conçu :

« Art 1^{er}. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent (100) francs à trois mille francs (3.000) quiconque :

Soit par des discours proférés dans des lieux ou réunions publics ; soit, par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, ou par l'exposition, l'affichage, ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, ou par la distribution à domicile, la remise sous bande ou sous enve-

loppe fermée ou non fermée à la poste, ou à tout agent de distribution ou de transport de livres, d'écrits imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins, images et emblèmes ; soit par la publicité des cabinets médicaux, aura provoqué un crime d'avortement, alors même que cette provocation n'aura pas été suivie d'effet.

« Art. 2. — Sera puni des mêmes peines quiconque aura vendu, mis en vente ou fait vendre, distribué ou fait distribuer, de quelque matière que ce soit, des remèdes substances, instruments ou objets quelconques sachant qu'ils étaient destinés à commettre le crime d'avortement, lors même que cet avortement n'aurait été ni consommé, ni tenté et alors que ces remèdes, substances, instruments ou objets quelconques proposés comme moyens d'avortements efficaces seraient, en réalité, inaptes à les réaliser.

« Art. 3. — Sera puni d'un mois à six mois de prison et d'une amende de cent francs (100 frs) à cinq mille francs (5.000 frs) quiconque, dans un but de propagande anti-conceptionnelle, aura, par l'un des moyens spécifiés aux articles 1 et 2, décrit, divulgué ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse, ou encore faciliter l'usage de ces procédés. Les mêmes peines seront applicables à quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, se sera livré à une propagande anti-conceptionnelle ou contre la natalité.

« Art. 4. — Seront punies des mêmes peines les infractions aux articles 32 et 36 de la loi du 21 germinal an XI, lorsque les remèdes secrets seront désignés par les étiquettes, les annonces ou tout autre moyen comme jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse; alors même que l'indication de ces vertus ne serait que mensongère.

« Art. 5. — Lorsque l'avortement aura été consommé à la suite des manœuvres ou des pratiques prévues à l'article 2, les dispositions de l'article 317 du Code pénal seront appliquées aux auteurs desdites manœuvres ou pratiques.

« Art. 6. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits ci-dessus spécifiés.

« Art. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux Colonies dans les conditions qui seront déterminées par des règlements d'administration publique. »

5° Droit de poursuite accordé aux Syndicats médicaux.

« Nul ne saurait contester dit le rapporteur, M. René Laffarge, l'intérêt professionnel des médecins et des sages-femmes à poursuivre ceux qui mettent au service d'une cause criminelle leur connaissance scientifique et l'autorité de leur diplôme. »

En fait, cette mesure ne vient en rien renforcer la lutte contre l'avortement, les syndicats n'agissant que lorsqu'une poursuite pénale est déjà en cause.

D'autre part, il nous semble qu'en donnant une fois de plus un caractère officiel aux syndicats la loi

peut légitimement froisser nombre de médecins qui aiment à conserver leur entière indépendance.

Le Sénat avait voté en outre une disposition ainsi conçue : « Les médecins, sages-femmes, pharmaciens, cités comme témoins dans une poursuite pour avortement pourront, sans tomber sous le coup de l'article 378 du Code pénal déposer sur les faits reprochés au prévenu, dès lors qu'ils ne mettront en cause aucune personne vis-à-vis de laquelle ils seront tenus par le secret professionnel. »

La Commission de législation civile et criminelle de la Chambre des Députés, n'a pas cru devoir conserver dans son texte ces dispositions à cause sans doute de l'émotion légitime que ce projet avait soulevé parmi tous les praticiens.

Nous ne voyons guère comment concilier, selon les termes de cet article, le secret professionnel, avec une déclaration relative à des faits, dont le médecin n'aurait pu connaître, que par le fait même de l'exercice de sa profession.

REMÈDES SOCIAUX ET MORAUX

A côté de la répression pénale, qui n'agit que par contrainte, la lutte contre l'avortement doit trouver dans l'individu des forces suffisantes, que ces forces n'aient pour facteur que l'individu lui-même et soient des forces morales où que, dépendant de la collectivité, elles méritent le nom de forces sociales.

De ces forces, découlent les remèdes moraux et sociaux.

Remèdes moraux. — Le professeur Bossi les a étudiés dans un des congrès de la Société obstétricale de France.

Ne pourrait-on pas donner le nom d'homéopathie morale à la théorie soutenue par l'éminent gynécologue italien contre l'égoïsme individuel. « La véritable origine de l'avortement dans chaque cas est, dit-il, l'égoïsme ou individuel ou de famille ; égoïsme quelquefois physique, quelquefois social, quelquefois économique. Eh bien, c'est en provoquant un autre sentiment égoïste, celui de la conservation, que nous pouvons combattre et souvent éliminer les premiers.

« Si on démontre aux jeunes femmes et surtout aux mères de famille (parmi lesquelles il y en a plusieurs qui pratiquent l'avortement) ; aux maris, que l'avortement donne soixante-quinze fois pour cent des maladies très sérieuses de la matrice et des ovaires ; que souvent la vie de la femme est toujours abîmée, parce que certaines lésions ne guérissent jamais ; qu'assez fréquemment aussi la vie est en danger, ne croyez-vous pas que l'instinct de la conservation et la crainte d'un malheur supérieur aux ennuis de la grossesse, n'empêcheraient pas l'avortement.

Similia similibus curantur ; voilà l'application.

« Mais pour avoir une application efficace, il faut populariser vraiment ces vérités avec des conférences au public et des publications sur les jour-

naux, soit politiques, soit illustrés, qui sont dans les mains du public ordinaire. Il faut, dans ce cas, démocratiser la science, ou bien étendre l'aristocratie scientifique. »

Constatant, également, que la diminution de l'esprit religieux a fait perdre à la femme la conscience du caractère homicide de l'avortement. Le professeur Bossi cherche un remède dans la morale civile : « Puisque la religion de la morale civile, dit-il, se substitue souvent, surtout chez les peuples catholiques, à la religion du Christ et à ses formalités, nous obtiendrons certainement le même résultat si ce principe (l'homicide) est bien répandu parmi les croyances des peuples.

« Mais, pour cela, des livres et des conférences ne suffisent pas, il faut aussi, dans les écoles de jeunes gens, l'expliquer d'une façon morale, mais absolue, en substitution des formules et des mystères religieux quelquefois banaux et même pas trop moraux.

« La peur d'offenser la pudeur en expliquant ce principe dans les écoles aux jeunes gens, qui ont passé l'âge critique du développement sexuel de la jeunesse, est une exagération, si on considère que les catholiques n'ont pas cette crainte en expliquant le mystère de la conception de la Vierge. »

Enfin, le professeur Bossi estime qu'il faut traiter la question de l'avortement criminel avec insistance dans tous les congrès médicaux, dans les académies médicales ; que les médecins surtout doivent être des apôtres contre l'avortement ; en somme, qu'à

l'agitation individuelle il faut substituer l'agitation collective de classe :

Remèdes sociaux. — Le problème de l'avortement est avant tout un problème féminin, et toutes les lois qui ont pour but de venir en aide à la femme et à l'enfant, doivent être considérées comme un pas en avant dans la lutte sociale contre l'avortement.

Les quelques lois qui existent sont de date récente et nous devons avouer que leur insuffisance laisse encore aux législateurs un large champ de réalisation.

Qu'il s'agisse de la loi sur la protection des femmes en couches ou de celle sur la recherche de la paternité, il est évident que, dans un but tantôt d'économie ou tantôt de prudence, le législateur n'a pas été assez loin dans la voie qu'il s'était tracée : secourir utilement la femme et protéger par là même l'enfant.

Que lui reste-t-il donc à faire ?

Certains législateurs ont pensé remédier à l'avortement en rétablissant les tours et en créant à cet effet, dans chaque département, une maison d'accouchement où les femmes pourraient ou terminer leur grossesse, sous l'anonymat le plus rigoureux, ou déposer leur enfant dans l'incognito le plus strict.

Nous ne croyons pas que cette mesure amoral, s'il en est, vienne favoriser la repopulation et nous ne pouvons comprendre, comment, au ^{xx}e siècle, des esprits dirigeants aient voulu voir un remède dans une conception barbare du moyen âge.

Ne vaudrait-il pas mieux, au contraire, transformer le système actuel de l'assistance publique, vis-à-vis des enfants abandonnés, en complétant la loi sur la recherche de la paternité qui, malgré toutes les améliorations que l'on pourra lui apporter, restera toujours sujette à bien des aléas, par une loi, faisant intervenir l'Etat, qui viendrait se substituer ainsi au père défaillant.

Il s'agirait ici de créer un organisme national, similaire à celui qui fonctionne depuis la dernière guerre en faveur de ses orphelins (pupilles de la Nation), qui, tout en respectant les droits légitimes de la mère dans la direction de l'éducation de son enfant, lui apporterait en même temps que l'aide pécuniaire l'appui moral de la nation.

Le législateur devra s'occuper ensuite d'améliorer la condition légale et sociale des enfants illégitimes qui, à l'heure actuelle, n'ont qu'une protection insuffisante.

Leur situation légale est déterminée, à l'heure présente, par le Code civil dans ses articles 338, 756, 757, 758, 759 762, 764, 908 (modifiés par la loi du 25 mars 1896) et ainsi conçus :

« Art. 338. — L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime.

« Art. 756. — La loi n'accorde de droit aux enfants naturels sur les biens de leur père et mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus.

« Art. 757. — La loi n'accorde aucun droit aux en-

fants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère.

« Art. 758. — Le droit héréditaire de l'enfant naturel dans la succession de ses père et mère est fixé ainsi qu'il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes ce droit est de la moitié de la portion héréditaire qu'il aurait eu s'il eût été légitime.

« Art. 759. — Le droit est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs ou des descendants légitimes de frères ou de sœurs.

Art. 762. — « Les dispositions des articles 756, 758, 759, et 760 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux, la loi ne leur accorde que des aliments.

« Art. 794. — Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession.

« Art. 908. — Les enfants naturels légalement reconnus ne pourront rien recevoir par donation entre vifs au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions. Le père ou la mère qui les ont reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'ils se trouvent en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant,

« Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au delà de ce qui leur est accordé par les articles 762, 763 et 766. »

N'est-il pas bon d'opposer à cette série de dispositions l'article 745 qui règle d'une façon générale la succession des enfants légitimes.

« Art. 745. — Les enfants ou leurs descendants succèdent à leur père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants sans distinction de sexe ni de primogéniture et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef ; ils succèdent par souche lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation. »

De cet exposé il découle, d'une façon évidente, que dans un esprit étroit le code fait à l'enfant illégitime, adultérin ou incestueux, une situation de paria qui peut (en certain cas) influencer la mère et la déterminer à provoquer son avortement.

Ajoutons qu'en dehors de toute préoccupation anti-abortive c'est un devoir, pour un législateur démocratique, de supprimer radicalement les mesures prohibitives qui pèsent sur ces enfants, qui seraient en droit de réclamer, sur l'héritage ancestral, une part supérieure et compensatrice de la situation sociale inhérente à leur naissance.

En dehors des mesures que nous venons d'étudier et qui s'attachent à améliorer la condition des filles,

mère et des enfants illégitimes, le législateur ne devra pas oublier celles qui visent la famille.

Ces mesures tendront moins à combattre l'avortement qu'à favoriser la repopulation, en faisant abandonner les pratiques néo-malthusiennes, qui, ne l'oublions pas, si jamais elles faillissent, laissent la porte ouverte à l'avortement.

Il s'agit ici de lois sociales instituant l'aide aux familles nombreuses.

Dans la dernière loi de finances, des avantages sous forme de dégrèvement d'impôts ont été consentis aux chefs de familles, proportionnellement au nombre de leurs enfants, alors qu'au contraire les célibataires et les ménages sans enfants ont été frappés par la loi d'une augmentation de leurs charges fiscales.

Cette réforme est à peine amorcée dans la législation actuelle, mais déjà un grand pas a été marqué depuis que les avantages accordés aux familles nombreuses ont été considérés comme un droit et non comme une aumône (conception antique et dégradante qui n'a plus de place dans les rapports sociaux modernes).

CONCLUSIONS

L'avortement a des causes multiples, parmi lesquelles les causes sociales ont la plus grande part.

L'avortement et le néo-malthusianisme, qui lui tend la main, concourent d'une façon affrayante à la dépopulation.

Les remèdes pénaux, même étendus, ne peuvent s'appliquer qu'à des cas restreints et par cela même sont bien souvent inefficaces.

La lutte contre l'avortement ne donnera des résultats que lorsque ce dernier aura été examiné au point de vue social.

Des réformes importantes s'imposent, qu'il appartient au législateur de concevoir et à chaque individu de réaliser.

Vu : Le Doyen,
ROGER

Vu : le Président de la thèse,
BALTHAZARD

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Balthazard et Prépost.* — Une plaie sociale. Paris, 1912.
- Boissard (Dr).* — De l'avortement criminel, in *Revue de Médecine légale*.
- Brun.* — Der kampf gegen die kriminelle Fruchtabtreibung
Zeltblätter für gyn., 1912.
- Bossi.* — Les conséquences gynécologiques du malthusianisme. In la *Gynécologia moderna*, Anno X.
- Des moyens de remédier à la fréquence de l'avortement criminel. In la *Gynécologia moderna*, Anno X.
- Bertillon (Georges).* — L'avortement au point de vue médico-social et sa répression. Paris, Maloine, 1910.
- Gazot.* — La prophylaxie internationale de l'avortement criminel. In *Journal de l'Association Médicale Mutuelle*.
- Doléris.* — Statistiques sur l'avortement. In *Bulletin de la Société de prophylaxie sanitaire et morale*, 1906, 3.
- Floquet.* — Avortement et dépopulation. Paris, Société d'édition scientifique, 1892.
- Hirsch.* — Der Kampf gegen die Kriminelle Fruchtabtreibung. *Zebltt Für gyn.*, 1912-30.
- Der Künstliche abortus, *gross' Archiv*, 39. Bd, Hft 3 et 4.
- Jacquemin (Dr).* — Avortement et secret médical. Thèse Paris, 1911.
- Marsais.* — Des blessures de la matrice dans les manœuvres criminelles abortives. Lyon, *Storek*, 1890.
- Nast.* — La loi et l'avortement. *Georges Grès*, Paris, s. d.

Parisot. — Etudes de Médecine légale. Nancy, Crépin Leblon, 1904.

Percheval. — Des manœuvres abortives chez des femmes qui ne sont pas enceintes. Thèse Paris, Ollier-Henry, 1912.

Simons (E.-M.) — Zur Kasuistik des Kriminellen Aborts, in Zentralblatt für gynäkologie, 1907, 52.

Saint-Cyr. — Du cordon ombilical au point de vue médico-judiciaire. Paris, Masson, 1891.

Journal Officiel. — Documents parlementaires.

Gazette du Palais. — 16 décembre 1911.